

Art. 9. Les associations qui, lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, comptent 25 membres et remplissent les conditions visées à l'article 2, 1^o et 4^o, peuvent adresser, dans le mois de la publication du présent arrêté, une demande de reconnaissance au Ministre de la Justice accompagnée d'une copie de leurs statuts, de toute pièce de laquelle il ressort que les associations ont effectivement exercé des activités en rapport avec leur objet social et de la liste des membres affiliés avec mention des nom, prénom, domicile et profession. Cette reconnaissance ne peut être accordée que pour un an sans possibilité de renouvellement.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Art. 9. De verenigingen die bij de inwerkingtreding van dit besluit 25 leden tellen en voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 2, 1^o en 4^o, kunnen binnen de maand na de bekendmaking van dit besluit een aanvraag tot erkenning indienen bij de Minister van Justitie, zulks samen met een afschrift van hun statuten, met alle stukken waaruit blijkt dat zij werkelijk de werkzaamheden hebben verricht in verband met hun doel, alsook met de ledenlijst met vermelding van hun naam, voornaam, woonplaats en hun beroep. Deze erkenning kan slechts voor één jaar verleend worden zonder mogelijkheid tot verlenging.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie
M. VERWILGHEN

F. 2001 — 758

[C - 2001/09202]

9 MARS 2001. — Arrêté royal portant approbation du règlement d'ordre intérieur des commissions de nomination pour le notariat

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, notamment l'article 38, § 11, rétabli par la loi du 4 mai 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 janvier 2001;

Vu la délibération du Conseil des Ministres le 12 janvier 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 février 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur, visé à l'article 38, § 11, de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, établi par les commissions de nomination réunies pour le notariat le 25 novembre 2000 et annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

N. 2001 — 758

[C - 2001/09202]

9 MAART 2001. — Koninklijk besluit houdende de goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de benoemingscommissies voor het notariaat

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, inzonderheid op artikel 38, § 11, opnieuw opgenomen bij de wet van 4 mei 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 januari 2001;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 12 januari 2001 over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 februari 2001 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het huishoudelijk reglement, bedoeld in artikel 38, § 11, van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, dat werd opgesteld door de verenigde benoemingscommissies voor het notariaat op 25 november 2000 en dat als bijlage bij dit besluit is gevoegd, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Règlement d'ordre intérieur des commissions de nomination pour le notariat

Vu la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat (ci-après : « loi du 25 ventôse an XI »), notamment l'article 38, § 11, deuxième phrase, la commission de nomination de langue française pour le notariat, la commission de nomination de langue néerlandaise pour le notariat, et les commissions de nomination réunies, ont établi le présent règlement d'ordre intérieur :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent règlement porte, pour tout ce qui n'a pas été réglé par la loi du 25 ventôse an XI ou par ses arrêtés d'application, sur le mode de fonctionnement de la commission de nomination de langue française pour le notariat, de la commission de nomination de langue néerlandaise pour le notariat et des commissions de nomination réunies, constituées par ladite loi.

Art. 2. Au sens du présent règlement, il faut entendre par :

1° la loi : la loi du 25 ventôse an XI, modifiée pour la dernière fois par les lois du 4 mai 1999;

2° la commission francophone : la commission de nomination de langue française pour le notariat, visée à l'article 38, § 1^{er}, de la loi;

3° la commission néerlandophone : la commission de nomination de langue néerlandaise pour le notariat, visée à l'article 38, § 1^{er}, de la loi;

4° les commissions réunies : les commissions de nomination réunies visées à l'article 38, § 3, de la loi.

Art. 3. Le président de chaque commission assure la représentation protocolaire et le bon fonctionnement de celle-ci. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le vice-président. En cas d'empêchement de ce dernier, le secrétaire remplit cette fonction.

Art. 4. Sauf si la convocation à la réunion en dispose autrement, les activités des commissions se déroulent à leur siège.

Art. 5. Le président convoque les membres, fixe le lieu, la date et l'heure de début et de la fin présumée des réunions. Il ouvre et clôture les séances. Il conduit les débats.

Art. 6. En cas de demande motivée de convocation par des membres, conformément au présent règlement, la commission ou le groupe de travail concerné se réunit dans les quinze jours de la demande, sauf si les demandeurs marquent leur accord pour que la réunion se tienne à une date ultérieure.

Art. 7. Le président établit l'ordre du jour de la réunion. Un membre qui souhaite voir figurer un point à l'ordre du jour en fait la demande au président en temps utile. Le président inscrit le point à l'ordre du jour de la réunion suivante.

Les convocations sont envoyées à tous les membres effectifs et, s'il y a lieu, aux membres suppléants huit jours au moins avant la date de la réunion.

Les convocations indiquent les lieu, date, heure de la réunion et le projet d'ordre du jour. Elles sont accompagnées d'une copie des documents à examiner.

Un membre qui souhaite introduire une proposition d'amendements à un texte proposé l'adressera au président au moins trois jours avant la date de la séance.

Art. 8. En cas d'urgence appréciée par le président, les convocations sont envoyées au moins deux jours avant la réunion.

Dans ce cas, de nouveaux points peuvent être ajoutés à l'ordre du jour de l'accord de la majorité des membres présents.

Des propositions d'amendements visées à l'article 7, alinéa 4 peuvent être déposées le jour même de la réunion.

Art. 9. Tout envoi peut, moyennant accord préalable du destinataire, être effectué par courrier électronique ou par télécopie. Les destinataires assurent la confidentialité des documents qui leur sont adressés par ces moyens.

Le membre effectif empêché de prendre part à la séance en informe sans délai son suppléant et le président.

Art. 10. Le président est assisté par le secrétaire, éventuellement aidé, sous sa responsabilité, par une personne qu'il désigne parmi les membres du personnel administratif. Les secrétaires sont responsables de la rédaction des procès-verbaux des réunions. Ceux-ci mentionnent la manière dont les décisions ont été prises et, s'il y a eu vote, les modalités et les résultats de celui-ci. Ils sont signés par le président et

Huishoudelijk reglement van de benoemingscommissies voor het notariaat

Gelet op de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt (hierna : « de wet van 25 ventôse jaar XI »), inzonderheid artikel 38, § 11, tweede zin, hebben de franstalige benoemingscommissie voor het notariaat, de nederlandstalige benoemingscommissie voor het notariaat, en de verenigde benoemingscommissies, onderhavig huishoudelijk reglement opgesteld :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Onderhavig reglement heeft betrekking — voor zover niets bepaald werd terzake door de wet van 25 ventôse jaar XI of door de uitvoeringsbesluiten — op de werking van de franstalige benoemingscommissie voor het notariaat, van de nederlandstalige benoemingscommissie voor het notariaat en van de verenigde benoemingscommissies, opgericht door voormelde wet.

Art. 2. Voor de toepassing van onderhavig reglement, dient te worden verstaan onder :

1° de wet : de wet van 25 ventôse jaar XI, zoals laatst gewijzigd door de wetten van 4 mei 1999;

2° de nederlandstalige benoemingscommissie : de nederlandstalige benoemingscommissie voor het notariaat, zoals bedoeld in artikel 38, § 1, van de wet;

3° de franstalige benoemingscommissie : de franstalige benoemingscommissie voor het notariaat, zoals bedoeld in artikel 38, § 1, van de wet;

4° de verenigde commissies: de verenigde benoemingscommissies zoals bedoeld in artikel 38, § 3, van de wet.

Art. 3. De voorzitter van elke commissie is belast met de protocolaire vertegenwoordiging en de goede werking van deze laatste. In geval van afwezigheid of verhindering, wordt hij vervangen door de vice-voorzitter. Indien deze laatste op zijn beurt verhinderd zou zijn, vervult de secretaris deze opdracht.

Art. 4. Behoudens anders aangekondigd in de uitnodiging tot de vergadering, gaan de activiteiten van de commissies door in de zetel.

Art. 5. De voorzitter nodigt de leden uit, stelt plaats, datum, uur, begin en vermoedelijk einde vast van de vergaderingen. Hij opent en sluit de zittingen. Hij leidt de debatten.

Art. 6. In geval van een gemotiveerd verzoek tot bijeenroeping uitgaande van de leden, overeenkomstig onderhavig reglement, vergaert de betrokken commissie of werkgroep binnen vijftien dagen te rekenen van het verzoek, tenzij de verzoekers akkoord gaan om de zitting te laten doorgaan op een latere datum.

Art. 7. De voorzitter stelt een agenda op van de vergadering. Een lid dat een bepaald punt op de agenda wenst te plaatsen, richt hiertoe ten gepaste tijde een verzoek aan de voorzitter. De voorzitter brengt het punt op de agenda van de eerstvolgende vergadering.

De uitnodigingen worden tenminste acht dagen voor de vergadering aan de effectieve leden en desgevallend aan de plaatsvervangende leden verzonden.

De uitnodigingen bepalen plaats, datum en uur van de vergadering en het ontwerp van agenda. Een kopie van de te onderzoeken documenten worden in bijlage toegevoegd.

Een lid dat een voorstel tot tekstwijziging wenst in te dienen, richt dit tenminste drie dagen vóór de vergadering aan de voorzitter.

Art. 8. Wanneer de voorzitter oordeelt dat de zaak dringend is, worden de uitnodigingen tenminste twee dagen vóór de vergadering verzonden.

In dit geval kunnen nieuwe punten toegevoegd worden aan de agenda indien de meerderheid van de aanwezige leden hiermee instemmen.

Voorstellen tot tekstwijziging zoals bedoeld in artikel 7, vierde lid, mogen neergelegd worden op de dag zelf van de vergadering.

Art. 9. Elke verzending kan met het voorafgaandelijk akkoord van de bestemming, via elektronische post of per telefax gebeuren. De bestemmingen verzekeren de vertrouwelijkheid van de op hogervermelde wijze ontvangen documenten.

Een effectief lid dat verhinderd is aan een vergadering deel te nemen, verwittigt hiervan onverwijld zijn plaatsvervanger en de voorzitter.

Art. 10. De voorzitter wordt bijgestaan door de secretaris, die onder zijn verantwoordelijkheid bijgestaan kan worden door een lid van het administratief personeel dat hij aanduidt. De secretarissen zijn verantwoordelijk voor het opstellen van de verslagen van de vergaderingen. Deze vermelden de wijze waarop de beslissingen werden genomen en, ingeval tot stemming werd overgegaan, de modaliteiten en resultaten

le secrétaire. Les procès-verbaux sont adressés aux membres dès leur signature, en vue de leur approbation à la réunion suivante.

Art. 11. Le secrétaire veille à la conservation des archives de la commission.

CHAPITRE II. — *Les bureaux*

Art. 12. Le bureau de chaque commission se réunit en principe deux fois par mois, sauf durant les vacances judiciaires, sur convocation de son président. Il établit au début de l'année judiciaire l'agenda annuel de ses réunions ordinaires et de celles de la commission.

Art. 13. En fonction des nécessités, un bureau peut se faire assister par des membres, effectifs ou suppléants, de la commission concernée.

Art. 14. Le bureau de chaque commission coordonne les activités de celle-ci et veille à l'exécution de ses décisions. Il est, en outre, chargé de la gestion journalière.

Les engagements de dépenses et ordres de paiement, dans les limites du budget, sont signés par deux membres du bureau des commissions réunies ou de la commission concernée.

Si l'engagement ou l'ordre de paiement dépasse la somme ou la contre-valeur de 250 euro il doit être signé par le président et un autre membre du bureau des commissions réunies ou de la commission concernée.

En cas d'empêchement du président, les engagements de dépenses et les ordres de paiement dont le montant excède 250 euro peuvent valablement être signés par deux membres du bureau des commissions réunies spécialement mandatés à cette fin.

Art. 15. Le bureau de chaque commission est seul chargé de la promotion de la communication externe de celle-ci.

Chacun des membres des commissions conserve son droit d'expression individuel, qui peut être exercé à des fins académiques ou didactiques pour autant que le membre précise sans équivoque que son opinion lui est personnelle et n'engage pas les commissions.

Art. 16. Le bureau transmet régulièrement l'agenda de ses activités aux membres des commissions. Ceux-ci peuvent consulter au siège des commissions tous les documents de travail et en prendre copie, sans frais.

Art. 17. Les commissions réunies assurent les fonctions de gestion que la loi ne réserve pas à une commission.

CHAPITRE III. — *Les commissions*

Art. 18. Chaque commission se réunit en réunion ordinaire au moins une fois par trimestre.

Chaque commission se réunit en réunion extraordinaire aussi souvent que ses missions l'exigent. Le président la convoque lorsqu'il l'estime opportun ou si la commission, son bureau ou un groupe de travail le demande. Elle se réunit également à la demande d'au moins trois membres effectifs.

Art. 19. En fonction des nécessités, les commissions instituent en leur sein des groupes de travail dont elles fixent les missions. Elles déterminent l'étendue des missions qu'elles leur confient.

Art. 20. Les commissions approuvent les avis, propositions, rapports, directives, programmes et autres actes de leur bureau, ainsi que les avis, propositions et rapports de commissions et groupes de travail.

Chaque document approuvé par les commissions porte, sous la signature du président et du secrétaire, mention de cette approbation et de sa date. S'il échet, il est transmis aux autorités concernées. La décision de rejet d'une proposition de modification de texte est annexée au texte de la proposition rejetée. Ces documents sont conservés au siège des commissions, où ils peuvent être consultés par les membres des commissions concernées.

Art. 21. Pour toute élection de membres du bureau, le quorum de présence requis par l'article 38, § 9, de la loi du 25 ventôse an XI s'applique par analogie. Le vote a lieu au scrutin secret.

La décision est prise à la majorité simple. La procédure détaillée des élections est fixée par la commission au plus tard quinze jours avant le scrutin.

Art. 22. Les commissions réunies arrêtent les comptes sur rapport de deux commissaires aux comptes, qu'elles désignent.

hiervan. Ze worden getekend door de voorzitter en door de secretaris. De notulen worden, van zodra ze zijn ondertekend, aan de leden overgestuurd met het oog op de goedkeuring op de volgende vergadering.

Art. 11. De secretaris draagt zorg voor de bewaring van het archief van de commissie.

HOOFDSTUK II. — *De bureaus*

Art. 12. Het bureau van elke commissie vergadert in principe twee maal per maand, behalve tijdens het gerechtelijk verlof, op uitnodiging van de voorzitter. Bij het begin van elk gerechtelijk jaar stelt het bureau een kalender op van de gewone vergaderingen van bureau en commissie.

Art. 13. Elk bureau kan zich, indien zulks nodig blijkt, laten bijstaan door werkende of plaatsvervangende leden van de betrokken commissie.

Art. 14. Het bureau van elke commissie coördineert de activiteiten van deze laatste en voert haar beslissingen uit. Het is voorts belast met het dagelijks bestuur.

De beslissingen tot het besteden van kosten en de overschrijvingen, binnen de perken van de begroting, worden getekend door twee leden van het bureau van de verenigde benoemingscommissies of van de betrokken commissie.

Indien het bedrag van de te besteden kosten of de overschrijving meer dan de tegenwaarde van 250 euro bedraagt, moet dit getekend worden door de voorzitter en een ander lid van het bureau van de verenigde commissies of van de betrokken commissie.

Indien de voorzitter verhinderd is, kunnen de te besteden kosten en overschrijvingen waarvan het bedrag 250 euro overschrijft geldig getekend worden door twee leden van het bureau van de verenigde commissies die hiertoe een bijzonder mandaat kregen.

Art. 15. Het bureau van elke commissie is als enige belast met de externe communicatie van deze laatste.

Elk van de leden van de commissie behoudt zijn individuele vrijheid van spreken, ondermeer voor academische of didactische doeleinden, voor zover dit lid ondubbelzinnig benadrukt dat hij slechts zijn persoonlijke mening uitdrukt en niet de commissies verbindt.

Art. 16. Het bureau houdt de leden van de commissies regelmatig op de hoogte van zijn activiteiten. De leden kunnen op de zetel van de commissies alle werkdocumenten raadplegen en er kosteloos afschrift van nemen.

Art. 17. De verenigde commissies nemen de beheerstaken ter harte die de wet niet specifiek voorbehoudt aan één commissie.

HOOFDSTUK III. — *De commissies*

Art. 18. Elke commissie houdt tenminste éénmaal per trimester een gewone vergadering.

Elke commissie houdt zo vaak buitengewone vergaderingen als haar opdrachten dit vereisen. De voorzitter roept de commissie in buitengewone vergadering bijeen van zodra hij dit nodig acht, of het bureau of een werkgroep hierom vragen. Een vergadering wordt ook georganiseerd indien tenminste drie effectieve leden hierom zoeken.

Art. 19. De commissies kunnen, indien noodzakelijk, in hun schoot werkgroepen oprichten waarvan zij de opdrachten bepalen. Zij bepalen eveneens de draagwijdte van de opdrachten die zij hen toevertrouwen.

Art. 20. De commissies keuren de adviezen, voorstellen, verslagen, richtlijnen, programma's en andere akten van hun bureau goed, alsmede de adviezen, voorstellen en verslagen van de commissies en van de werkgroepen.

Elk document dat goedgekeurd werd door de commissies, vermeldt de datum waarop het werd goedgekeurd en wordt getekend door de voorzitter en de secretaris. In voorkomend geval wordt dergelijk document overgezonden aan de bevoegde overheid. De beslissing waarbij een voorstel tot tekstwijziging wordt verworpen, wordt gehecht aan de tekst van het verworpen voorstel. Deze documenten worden bewaard op de zetel van de commissies, waar zij kunnen geraadpleegd worden door de leden van de betrokken commissies.

Art. 21. Voor elke verkiezing van leden van het bureau van een commissie is het aanwezigheidsquorum bepaald in artikel 38, § 9, van de wet van 25 ventôse jaar XI op analoge wijze van toepassing. De verkiezing gebeurt bij geheime stemming.

De beslissing wordt bij gewone meerderheid genomen. De gedetailleerde verkiezingsprocedure wordt ten laatste vijftien dagen vóór de verkiezing door de commissie vastgesteld.

Art. 22. De verenigde benoemingscommissies stellen de rekeningen vast op verslag van twee commissarissen, die zij hiertoe aanwijzen.

Art. 23. Les commissions réunies sont seules compétentes pour connaître des manquements éventuels relevés dans le chef d'un membre effectif ou suppléant.

CHAPITRE IV. — *Incompatibilités, conflits d'intérêt et déontologie*

Art. 24. Les membres des commissions sont soumis au régime d'incompatibilités visé à l'article 38, § 6, de la loi, et au régime de conflits d'intérêts visé à l'article 38, § 10, de la loi. Ils sont tenus, tout comme les experts et les membres du personnel administratif, au secret professionnel pour toutes les données recueillies dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

Dès la survenance d'une cause d'incompatibilité, le membre donne sa démission. Lorsque le membre se trouve en situation de conflit d'intérêts, il est tenu d'informer le président de sa commission.

Le membre dont la situation de conflit d'intérêts est retenue s'abstient de connaître du dossier concerné et de participer à la délibération et au vote. Il sera fait mention de l'existence du conflit au procès-verbal de la réunion.

Art. 25. Les membres des commissions informent directement le président de la commission à laquelle ils appartiennent des crimes et délits dont ils auraient connaissance dans le cadre de l'exercice de leurs missions. Celui-ci prend les mesures qui s'imposent, après avoir recueilli l'avis motivé de la commission.

Art. 26. Les membres des commissions évitent de porter atteinte à la confiance des tiers et de compromettre l'indépendance dont ils doivent faire preuve dans l'exercice de leurs missions.

Art. 27. Les membres des commissions sont tenus de respecter les délais impartis pour leurs missions, de participer régulièrement aux réunions et de respecter les décisions des commissions.

Art. 28. Le manquement aux obligations déontologiques découlant des articles précédents peut constituer un motif grave entraînant d'office le constat de la fin du mandat du membre qui en est l'auteur.

La gravité du manquement reproché doit être telle qu'elle empêche immédiatement et définitivement la continuation du mandat; elle est appréciée eu égard, notamment, aux fonctions exercées au sein des commissions, au caractère répétitif des manquements et à l'intérêt des commissions.

Art. 29. Les manquements aux règles déontologiques sont dénoncés aux commissions réunies par le président, un bureau, une commission ou un groupe de travail.

Le président ou, s'il est en cause, le vice-président, nomme, parmi les membres effectifs, deux rapporteurs chargés d'entendre l'intéressé. Les rapporteurs convoquent l'intéressé et, s'il comparait, l'entendent, le cas échéant en présence de son avocat. Ils constituent un dossier contenant la dénonciation, le rapport d'audition et les éventuelles observations écrites du membre. Ils établissent un rapport à l'intention des commissions réunies.

Les commissions réunies classent l'affaire sans suite, ou donnent un avertissement à l'intéressé ou constatent la fin d'office du mandat de celui-ci. Leur décision est prise au scrutin secret, la moitié au moins des membres de chaque groupe linguistique étant présents, et à la majorité absolue des suffrages dans chaque groupe linguistique. S'il y a lieu, la décision est portée à la connaissance des autorités compétentes.

CHAPITRE V. — *Plaintes relatives au fonctionnement des études notariales*

Art. 30. Dès réception d'une plainte d'un particulier, le président de la commission à laquelle elle est adressée la transmet au secrétaire. Celui-ci veille à :

1° en enregistrer en lui conférant un numéro d'ordre et à en assurer la conservation;

2° en accuser réception au plaignant dans les quinze jours;

3° en informer, dans le même délai, la personne ou l'étude notariale qui fait l'objet de la plainte et la chambre des notaires dans le ressort de laquelle se situe l'étude notariale en cause.

Art. 23. Alleen de verenigde benoemingscommissies zijn bevoegd om kennis te nemen van eventuele tekortkomingen vastgesteld in hoofde van een effectief of plaatsvervangend lid.

HOOFDSTUK IV. — *Onverenigbaarheden, tegenstrijdige belangen en deontologie*

Art. 24. De leden van de commissies zijn onderworpen aan de bepalingen inzake onverenigbaarheden voorzien in artikel 38, § 6 van de wet en aan de regels inzake tegenstrijdige belangen bedoeld in artikel 38, § 10, van de wet. Zij zijn, net als de experten en de leden van het administratief personeel, gehouden door het beroepsgeheim voor alle gegevens waarvan zij kennis krijgen in het kader van de uitoefening van hun opdracht.

Van zodra een lid zich in een geval van onverenigbaarheid bevindt, neemt hij ontslag. Wanneer een belangenconflict zich stelt in hoofde van een lid, moet deze de voorzitter ervan inlichten.

Het lid dat inderdaad een tegenstrijdig belang heeft, mag geen kennis nemen van het betrokken dossier en neemt geen deel aan iedere beraadslaging of stemming. Van het bestaan van dit tegenstrijdig belang wordt melding gemaakt in het verslag van de vergadering.

Art. 25. De leden van de commissies brengen onmiddellijk de voorzitter van de commissie waartoe zij behoren op de hoogte van de misdaden en wanbedrijven waarvan zij in het kader van de uitoefening van hun opdrachten kennis krijgen. De voorzitter neemt de gepaste maatregelen, na het gemotiveerd advies van de commissie ingewonnen te hebben.

Art. 26. De leden van de commissies waken ervoor het vertrouwen vanwege derden niet te schenden of de onafhankelijkheid, waarvan zij blijk moeten geven bij de uitoefening van hun taken, op het spel te zetten.

Art. 27. De leden van de commissies dienen zich te houden aan de termijnen die voor hun opdrachten worden opgelegd, regelmatig aan de vergaderingen deel te nemen en de beslissingen van de commissies te eerbiedigen.

Art. 28. Een tekortkoming aan de deontologische plichten die uit de vorige artikelen voortvloeien, kan een ernstige reden zijn die van rechtswege kan leiden tot het einde van het mandaat van het betrokken lid.

De ernst van de gewraakte tekortkoming moet van die aard zijn dat zij de verderzetting van het mandaat onmiddellijk en definitief onmogelijk maakt; dit wordt beoordeeld ondermeer in het licht van de functies die het lid uitoefent in de schoot van de commissies, van de eventuele herhaling van de tekortkomingen en van het belang van de commissies.

Art. 29. De tekortkomingen aan de deontologische plichten worden aan de verenigde commissies aangegeven door de voorzitter, een bureau, een commissie of een werkgroep.

De voorzitter of, indien hij zelf in opspraak komt, de vice-voorzitter, benoemt twee verslaggevers onder de leden, die de betrokkene moeten horen. De verslaggevers roepen hem op en, indien hij verschijnt, horen hem, eventueel in aanwezigheid van zijn advocaat. Zij stellen een dossier samen dat de aangifte bevat, het proces-verbaal van de hoorzitting, en de eventuele schriftelijke opmerkingen van het lid. Zij stellen een verslag op ten behoeve van de verenigde commissies.

De verenigde commissies kunnen de zaak zonder gevolg klasseren, of een waarschuwing aan de betrokkene geven of nog de beëindiging van rechtswege van het mandaat van deze laatste vaststellen. Hun beslissing wordt bij geheime stemming genomen, waarbij tenminste de helft van elke taalgroep aanwezig moet zijn en in elke taalgroep de absolute meerderheid der stemmen moet worden behaald. In voorkomend geval wordt de beslissing ter kennis gebracht van de bevoegde overheden.

HOOFDSTUK V. — *Klachten over de werking van notariskantoren*

Art. 30. Bij ontvangst van de klacht van een particulier, zendt de voorzitter van de commissie aan dewelke de klacht gericht is deze over aan de secretaris en die zorgt ervoor dat :

1° de klacht geregistreerd en er een volgnummer aan gegeven wordt. Hij staat in voor de bewaring ervan;

2° aan de klager binnen vijftien dagen ontvangst van zijn klacht gemeld wordt;

3° de persoon of het notariskantoor tegen wie de klacht ingediend werd, binnen dezelfde termijn, alsmede de kamer van notarissen van het rechtsgebied waar het aangeklaagd notariskantoor gelegen is, er op de hoogte van gebracht worden.

Art. 31. Dans les quinze jours de l'enregistrement de la plainte, le président de la commission nomme deux rapporteurs parmi ses membres, le premier étant notaire et le second ne pouvant être ni notaire ni candidat-notaire.

Les rapporteurs examinent, dans les quinze jours de leur désignation, si la commission est compétente pour connaître de la plainte, si celle-ci est recevable et si elle peut être traitée par la commission.

Ils rédigent un rapport motivé contenant leurs conclusions et le soumettent à la commission, pour examen à sa prochaine réunion.

Art. 32. Si la commission considère qu'elle n'est pas compétente pour connaître de la plainte ou que celle-ci est irrecevable ou ne peut pas être traitée par elle, elle rend une décision motivée et définitive en ce sens. Le président en informe sans délai le plaignant, la personne ou l'étude notariale qui fait l'objet de la plainte et la chambre des notaires concernée.

Si la commission considère que la plainte doit être traitée par elle, le président de la commission :

1° charge les rapporteurs d'entamer l'instruction au fond de la plainte;

2° propose à la chambre des notaires concernée de surseoir à statuer si elle est saisie de la même plainte et de suspendre toute procédure disciplinaire qu'elle aurait engagée dans la même affaire, jusqu'à ce que la commission se soit prononcée;

3° informe le plaignant et la personne ou l'étude notariale qui fait l'objet de la plainte du suivi réservé à celle-ci.

Art. 33. Les rapporteurs peuvent recueillir tous renseignements complémentaires du plaignant et de la personne ou de l'étude notariale qui fait l'objet de la plainte. Ils doivent les entendre à leur demande. Moyennant leur accord préalable, ils peuvent recueillir auprès de tiers toutes informations qu'ils jugent utiles pour l'instruction de la plainte et la solution du litige. Ils tiennent la commission et la chambre des notaires concernée régulièrement informées de leurs démarches.

Art. 34. S'il apparaît aux rapporteurs que la plainte relève de la compétence d'une autorité disciplinaire ou judiciaire, ils en informent aussitôt le président de la commission, en déposant des conclusions motivées en ce sens.

La commission statue sur l'affaire à sa prochaine réunion. Si elle suit les conclusions des rapporteurs, le président de la commission transmet la plainte, avec l'avis motivé de la commission, soit à l'autorité disciplinaire compétente, soit au procureur du roi compétent. Le président en informe aussitôt le Ministre de la Justice et, si ce n'est pas déjà fait, la chambre des notaires concernée, en leur donnant copie de la plainte et de l'avis motivé de la commission. Il transmet cet avis au plaignant et à la personne ou à l'étude notariale qui fait l'objet de la plainte.

Art. 35. Si les rapporteurs considèrent qu'il y a lieu de tenter une conciliation entre les parties, ils rédigent un projet d'accord en ce sens et l'adressent au président de la commission. Après approbation de ce projet par la commission, statuant à sa prochaine réunion, le président le soumet aux parties.

Lorsque la conciliation aboutit, les parties signent le projet d'accord, dont copie est adressée par le président à la chambre des notaires concernée. Il est fait mention de cet accord au procès-verbal de la prochaine réunion de la commission.

Lorsque la conciliation échoue ou s'il apparaît aux rapporteurs qu'elle ne peut être tentée, ceux-ci proposent à la commission un projet de recommandation pouvant offrir une solution au litige ou un projet de décision sur la suite à réserver à la plainte. La commission se prononce sur ce projet à sa prochaine réunion. Le président en informe sans délai le plaignant, la personne ou l'étude notariale qui fait l'objet de la plainte et la chambre des notaires concernée.

Art. 36. Dans le courant du premier trimestre de chaque année civile, le secrétaire de la commission rédige un rapport sur le traitement des plaintes effectuées durant l'année écoulée. L'identité des plaignants et

Art. 31. Binnen vijftien dagen na de registratie van de klacht, stelt de voorzitter van de commissie, twee van haar leden aan als verslaggevers; de eerste is een notaris, en de tweede mag noch een notaris, noch een kandidaat-notaris zijn.

De verslaggevers onderzoeken binnen vijftien dagen na hun aanwijzing, of de commissie bevoegd is om kennis te nemen van de klacht, of deze ontvankelijk is en of zij door de commissie kan behandeld worden.

Ze stellen een met reden omkleed verslag met conclusies op en leggen het ter bespreking voor aan de commissie op haar volgende vergadering.

Art. 32. Indien de commissie van oordeel is dat ze niet bevoegd is om kennis te nemen van de klacht of dat deze onontvankelijk is of door haar niet kan behandeld worden, treft ze een met redenen omkleed en in dat opzicht definitieve beslissing. De voorzitter stelt daarvan, zonder verwijl, de klager, de persoon of het notariskantoor tegen wie de klacht werd ingediend en de betrokken kamer van notarissen op de hoogte.

Indien de commissie van oordeel is dat ze de klacht moet behandelen, worden door de voorzitter :

1° de verslaggevers gelast het onderzoek ten gronde van de klacht aan te vatten;

2° aan de betrokken kamer van notarissen voorgesteld, indien dezelfde klacht bij haar ingediend werd, haar beslissing uit te stellen, en elke tuchtprocedure die zij in dezelfde zaak zou ingesteld hebben, te schorsen totdat de commissie uitspraak zou gedaan hebben;

3° de klager en de persoon of het notariskantoor tegen wie de klacht werd ingediend, op de hoogte gebracht van het gevolg dat aan de klacht gegeven wordt.

Art. 33. De verslaggevers kunnen aan de klager of aan de persoon of het notariskantoor tegen wie de klacht werd ingediend, schriftelijk alle bijkomende inlichtingen vragen. Ze moeten hen horen indien ze daartoe verzocht worden. Mits hun voorafgaandelijk akkoord kunnen ze, bij derden alle inlichtingen inwinnen die ze voor het onderzoek van de klacht en de oplossing van het geschil nuttig achten. Ze houden de commissie en de betrokken kamer van notarissen regelmatig op de hoogte van hun werkzaamheden.

Art. 34. Indien de verslaggevers van oordeel zijn dat de klacht tot de bevoegdheid van de bevoegde tuchtoverheid of van de strafrechtelijke jurisdicties behoort, stellen ze met redenen omkleed conclusies in die zin op en stellen de voorzitter van de commissie daarvan dadelijk op de hoogte.

De commissie neemt een beslissing over die aangelegenheid tijdens haar volgende vergadering. Indien zij de conclusies van de verslaggevers bijtreedt, wordt de klacht samen met het met redenen omkleed advies van de commissie door de voorzitter overgezonden, hetzij aan de bevoegde tuchtoverheid, hetzij aan de bevoegde procureur des Konings. De voorzitter stelt de Minister van Justitie daar dadelijk van op de hoogte alsmede, indien dit nog niet gebeurd is, de betrokken kamer van notarissen, en bezorgt hen kopie van de klacht en van het met redenen omkleed advies van de commissie. Hij zendt dit advies over aan de persoon of aan het notariskantoor tegen wie de klacht ingediend werd.

Art. 35. Indien de verslaggevers van oordeel zijn dat een poging tot minnelijke schikking tussen partijen moet ondernomen worden, stellen ze een ontwerp-akkoord op in die zin, en verzenden dit aan de voorzitter van de commissie. De commissie beraadslaagt en beslist hierover tijdens haar volgende vergadering en na goedkeuring van het ontwerp, wordt het door de voorzitter aan de partijen voorgelegd.

Indien de minnelijke schikking aanvaard wordt, tekenen de partijen het ontwerp-akkoord; afschrift ervan wordt door de voorzitter aan de betrokken kamer van notarissen overgezonden. Melding van dit akkoord wordt in het verslag van de volgende vergadering van de commissie opgenomen.

Indien de verslaggevers vaststellen dat een poging tot minnelijke schikking niet haalbaar is of, indien er geen minnelijke schikking tot stand komt, wordt door de verslaggevers aan de commissie een met redenen omkleed ontwerp van aanbeveling voor het oplossen van het geschil opgesteld, of een met redenen omkleed ontwerp van een beslissing over het gevolg dat aan de klacht moet gegeven worden. De commissie besluit over dit ontwerp tijdens haar volgende vergadering. De voorzitter stelt hiervan onverwijld, de klager, de persoon of het notariskantoor tegen wie de klacht ingediend werd en de betrokken kamer van notarissen op de hoogte.

Art. 36. In de loop van het eerste trimester van elk burgerlijk jaar stelt de secretaris van de commissie een verslag op over de behandeling van de klachten gedurende het afgelopen jaar. De identiteit van de klagers

des personnes ou des études notariales qui ont fait l'objet de plaintes ne peut y figurer. Après son approbation par la commission, ce rapport est adressé par le président au Ministre de la Justice.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 37. Jusqu'au 31 décembre 2001 le montant de « 10 085 BEF » est d'application au lieu du montant de « 250 EUR » mentionné à l'article 14.

Art. 38. Le présent règlement intérieur est applicable dès l'entrée en vigueur de l'arrêté royal d'approbation.

Art. 39. Toute modification au présent règlement est proposée par un président de commission ou par quatre membres, dont deux appartenant à la commission francophone et deux à la commission néerlandophone.

Les modifications sont soumises au Roi, en la personne du Ministre de la Justice, par le président des commissions réunies, après avoir été approuvée par les commissions.

Fait et approuvé à Bruxelles, le 25 novembre 2000.

Pour la commission de nomination de langue française
pour le notariat :

Michel Verwilghen,
Président.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 9 mars 2001 portant approbation du règlement d'ordre intérieur des commissions de nomination pour le notariat.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

en van de personen of notariskantoren tegen wie de klacht werd ingediend, mag er niet in voorkomen. Na goedkeuring door de commissie, wordt dit verslag door de voorzitter aan de Minister van Justitie overgezonden.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 37. Tot 31 december 2001 geldt in de plaats van het bedrag van « 250 EUR », vermeld in artikel 14, het bedrag van « 10 085 BEF ».

Art. 38. Onderhavig reglement is van toepassing vanaf de inwerking-treding van het Koninklijk besluit dat het goedkeurt.

Art. 39. Elke wijziging van dit reglement wordt voorgesteld door de voorzitter van de commissie of door vier leden, waarvan twee behoren tot de franstalige commissie en twee tot de nederlandstalige commissie.

Nadat de wijzigingen werden goedgekeurd door de commissies, worden zij door de voorzitter van de verenigde benoemingscommissies voorgelegd aan de Koning, in de persoon van de Minister van Justitie.

Gedaan en goedgekeurd te Brussel, op 25 november 2000.

Voor de nederlandstalige benoemingscommissie
voor het notariaat :

Marc Claeys Bouúaert,
Voorzitter.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 9 maart 2001 houdende de goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de benoemingscommissies voor het notariaat.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

F. 2001 — 759 [C - 2001/09204]

9 MARS 2001. — Arrêté ministériel approuvant le programme du concours de classement des candidats-notaires pour l'année 2001

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, notamment l'article 39, § 2, rétabli par la loi du 4 mai 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 janvier 2001;

Vu la délibération du Conseil des Ministres le 12 janvier 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 février 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Le programme du concours de classement des candidats-notaires pour l'année 2001, visé à l'article 39, § 2, de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat, établi par les commissions de nomination réunies pour le notariat le 25 novembre 2000, adapté à l'avis du Conseil d'Etat le 22 février 2001, et annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 mars 2001.

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

N. 2001 — 759 [C - 2001/09204]

09 MAART 2001. — Ministerieel besluit houdende de goedkeuring van het programma van het vergelijkend examen tot rangschikking van kandidaat-notarissen voor het jaar 2001

De Minister van Justitie,

Gelet op de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, inzonderheid op artikel 39, § 2, opnieuw opgenomen bij de wet van 4 mei 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 januari 2001;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 12 januari 2001 over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 februari 2001 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Het programma van het vergelijkend examen tot rangschikking van kandidaat-notarissen voor het jaar 2001, bedoeld in artikel 39, § 2, van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt, dat werd opgesteld door de verenigde benoemingscommissies van het notariaat op 25 november 2000, aangepast aan het advies van de Raad van State op 22 februari 2001, en dat als bijlage bij dit besluit is gevoegd, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 9 maart 2001.

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN